



Arrêt

n° 273 335 du 25 mai 2022
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. MUGREFYA
Avenue des Selliers de Moranville 84
1082 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA XE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 juin 2021 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 21 mai 2021.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 06 octobre 2021 convoquant les parties à l'audience du 18 novembre 2021.

Entendu, en son rapport, F. VAN ROOTEN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me M. MUGREFYA, avocat, et L. DJONGAKODI-YOTO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République démocratique du Congo, ci-après : RDC), originaire de Kinshasa, d'origine ethnique musakata et de confession catholique. Vous êtes sympathisant de l'ensemble des partis d'opposition et êtes membre du Mouvement Indépendant pour la Reconnaissance du Génocide Congolais (ci-après : MIRGEC). À l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants :

En 2018, vous participez à plusieurs réunions et meetings organisés par la plateforme Lamuka, ainsi qu'à des meetings organisés par les « Parlementaires debout ». Par ailleurs, pour le compte de votre église, vous faites passer des messages de sensibilisation à l'aide d'un mégaphone dans les rues de Kinshasa et distribuez des tracts. En raison de ces tracts, vous êtes convoqué au sous-ciel de la police de votre quartier.

Le 25 février 2018, vous assistez à l'assassinat de [R. T.] par le major [C. L.]. Alors que vous témoignez de ce fait devant le général [K.], vous êtes filmé par des policiers. Trois ou quatre jours plus tard, un policier vous prévient que vous êtes recherché par le général [K.] en raison de votre témoignage. Vous décidez de partir à Lufu. À Lufu, vous contactez des membres de la diaspora congolaise résidant en Belgique et commencez à échanger des informations avec ces derniers. En juillet 2018, vous rentrez à Kinshasa. Le 15 août 2018, alors que vous distribuez des tracts avec trois autres personnes pour le compte de la diaspora congolaise dans les communes de Lemba, Matete et Ngaba, vous êtes arrêtés par des soldats et conduits dans un cachot. Vous y restez environ deux semaines. Début septembre, des gardiens vous font sortir du cachot et abattent les trois personnes arrêtées avec vous. Un des gardiens, qui doit la vie à votre oncle paternel, [P. T.], vous laisse partir. Sur la route, vous tombez sur un camion qui accepte de vous conduire à Mikoma, chez votre tante. Fin septembre, vous quittez la RDC et vous vous rendez au Congo-Brazzaville, chez votre cousine [Ma.].

Le 10 octobre 2018, vous prenez l'avion pour le Maroc. Vous y restez quelques mois. Le 24 avril 2019, vous arrivez en Espagne. Lorsque vous apprenez que Félix Tshisekedi a été élu Président de la RDC, vous décidez de rentrer dans votre pays. Le 16 novembre 2019, vous prenez l'avion pour la RDC et arrivez à Kinshasa. Le lendemain, des policiers viennent vous chercher à votre domicile. Vous parvenez à fuir mais ils s'en prennent à votre père : ils le menacent et le frappent. Le 17 novembre 2019, vous allez demander de l'aide auprès du curé de votre église. Ce dernier accepte de vous cacher jusqu'à ce qu'il trouve une solution pour vous. Pendant ce temps, des policiers déposent un avis de recherche et une convocation à votre domicile. Le 22 mars 2020, vous quittez illégalement la RDC en avion, muni d'un faux passeport, et arrivez en Belgique. Le 14 mai 2020, vous y introduisez une demande de protection internationale.

À l'appui de votre demande de protection internationale, vous déposez (en copie) les documents suivants : une attestation de résidence, une carte d'électeur, une carte de membre du MIRGEC, un avis de recherche, une convocation, un témoignage rédigé par [B. W. Y.], le passeport et le titre de séjour de [B. W. Y.], une lettre rédigée par [W. E. A.] et deux tracts du MIRGEC.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef. Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après une analyse approfondie de vos déclarations, le Commissariat général constate que vous n'êtes pas parvenu à établir de façon crédible une crainte actuelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1950. En outre, il n'existe pas de motif sérieux et avéré indiquant que vous encourez un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers du 15 décembre 1980 (ci-après : loi du 15 décembre 1980).

En cas de retour dans votre pays, vous craignez d'être tué par le général [K.], le major [C. L.] ou le général [T. F.]. À la base de votre crainte, vous invoquez le fait d'avoir témoigné de l'assassinat de [R. M.] par le major [C. L.] ainsi que d'avoir été arrêté le 15 août 2018 par les autorités congolaises et détenu pendant environ deux semaines (voir Notes de l'entretien personnel du 10/08/2020, ci-après : NEP 10/08, pp. 11, 14 ; Notes de l'entretien personnel du 21/09/2020, ci-après : NEP 21/09, pp. 10, 12).

Cependant, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général qu'une telle crainte soit fondée, et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que vous avez été arrêté et détenu dans votre pays.

En effet, le Commissariat général dispose d'informations objectives qui contredisent vos déclarations. Ainsi, vous avez affirmé avoir été arrêté le 15 août 2018 et détenu pendant environ deux semaines (NEP 21/09, pp. 10, 12). Vous avez également affirmé que les autorités avaient confisqué votre trousse au moment de votre arrestation, trousse au sein de laquelle se trouvait votre téléphone (voir NEP 10/08, pp. 17-18 ; NEP 21/09, pp. 11-13).

Or, en parcourant le profil Facebook de votre frère, [G. T.], dont le contenu est public, le Commissariat général a pu constater que les 17, 19 et 25 août 2018, vous avez commenté trois photos postées par votre frère (voir Farde « Informations sur le pays », captures d'écran Facebook). Par conséquent, contrairement à ce que vous avez affirmé, vous avez eu accès à votre téléphone pendant les deux dernières semaines du mois d'août 2018.

De plus, vos déclarations au sujet de votre détention sont inconsistantes, peu spontanées et particulièrement répétitives.

Lors de votre premier entretien au Commissariat général, invité à présenter spontanément tous les problèmes rencontrés dans votre pays, et ce alors que vous vous êtes montré particulièrement prolix sur divers autres aspects de votre récit, force est de constater que vos propos au sujet de votre détention se limitent à ceci : dans ce cachot, où il faisait tellement sombre que vous n'y voyiez presque rien, vous étiez frappé chaque matin et les gardiens vous lançaient un seau d'eau après la bastonnade. Vous précisez que « c'était vraiment très dur » (voir NEP 10/08, p. 17).

Lors de votre deuxième entretien au Commissariat général, convié expressément à donner spontanément davantage d'informations sur votre détention, vous répétez que « c'était vraiment très dur » et ajoutez seulement que vous avez bu de l'eau dans des bidons qui avaient déjà servis à d'anciens détenus, que vous ne mangiez pas, que vous faisiez vos besoins dans un petit trou situé à l'intérieur du cachot et que vous dormiez par terre (voir NEP 21/09, p. 12).

Ensuite, invité à pas moins de cinq reprises à donner davantage d'informations sur votre détention, à la fois spontanément mais aussi via des questions circonstanciées sur vos conditions de détention, les événements ou détails marquants de votre détention et votre quotidien au sein du cachot, vous répétez que vous avez été frappé avant d'être conduit au cachot, qu'il y faisait noir, que vous avez dormi sur le sol et que les gardiens vous frappaient et vous jetaient de l'eau. Vous ajoutez qu'il fallait descendre des escaliers avant d'arriver au cachot et qu'il y avait d'autres cachots au sein de votre lieu de détention, que les agresseurs utilisaient des lampes torches lorsqu'ils descendaient dans le cachot, qu'ils vous insultaient et vous menaçaient de ne jamais sortir de là vivant (voir NEP 21/09, pp. 12-13).

Convité finalement à mentionner tout ce dont vous vous rappeliez au sujet de vos codétenus, vous dites qu'ils habitaient tous dans la commune de Matete et que chacun avait ses raisons de pleurer. Invité à en dire davantage, vous répétez que chacun pleurait dans son coin et précisez que l'un des détenus pleurait le bébé que sa femme venait d'accoucher (voir NEP 21/09, pp. 12-13).

Force est donc de constater que vos déclarations sont inconsistantes, peu spontanées et particulièrement répétitives.

Or, dans la mesure où cette détention est la première et l'unique de votre vie (voir NEP 10/08, p. 23), le Commissariat général estime qu'il était en droit de s'attendre à des déclarations nettement étoffées, diversifiées et spontanées, ce qui ne fut nullement le cas en l'espèce.

Mais encore, vos déclarations au sujet de cette détention s'avèrent inconstantes. En effet, alors que vous avez commencé par déclarer que vous ne bavardiez pas avec vos codétenus, vous revenez finalement sur vos propos et affirmez que vous dialoguez avec vos codétenus au sujet de la personne qui vous avait chargé de distribuer les tracts (voir NEP 21/09, pp. 12-13).

Or, le Commissariat général ne peut s'expliquer un tel revirement dans vos déclarations successives au sujet d'un élément fondamental de votre récit, à savoir votre détention, seul fait de persécution que vous avez invoqué devant le Commissariat général.

Pour toutes ces raisons, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que vous avez été arrêté et détenu dans votre pays. Ce constat entame déjà la crédibilité de l'ensemble de vos déclarations devant le Commissariat général.

Deuxièmement, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que vous avez été recherché dans votre pays.

En effet, vous dites que vous avez été recherché dans votre pays parce que vous avez témoigné de l'assassinat de [R. M.] par le major [C. L.] (voir NEP 10/08, pp. 11, 14). Ainsi, vous affirmez que, trois ou quatre jours après les événements du 25 février 2018, un policier est venu vous prévenir que vous étiez recherché par le général [K.]. Suite à cela, vous avez fui le pays (voir NEP 10/08, p. 16). Par ailleurs, vous dites que, lorsque vous êtes revenu à Kinshasa, en novembre 2019, vous avez à nouveau été recherché par des policiers, et ce jusqu'à votre départ de la RDC, le 22 mars 2020 (voir NEP 10/08, pp. 12-13, 20-21).

Cependant, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que vous avez assisté à l'assassinat de [R. M.] lors de la manifestation du 25 février 2018 : d'une part, vos déclarations concernant son décès sont inconstantes et, d'autre part, elles contredisent les informations objectives à la disposition du Commissariat général.

En effet, à propos du décès de [R. M.], vous affirmez que c'est juste après être allé mettre un cadenas sur le portail pour le fermer et empêcher la police d'entrer dans la paroisse qu'il s'est fait tirer dessus (voir NEP 10/08, p. 15 ; NEP 21/09, p. 4). Ensuite, vos versions divergent : vous dites dans un premier temps que vous êtes allé ouvrir le portail de la paroisse pour aller attaquer les policiers pendant que d'autres personnes partaient cacher le corps de [R.] dans une autre salle de la paroisse (voir NEP 10/08, p. 15). Dans un deuxième temps, vous expliquez que vous l'avez porté avec d'autres personnes dans l'église et que vous avez informé le prêtre de l'incident, qui a appelé une ambulance devant vous (voir NEP 21/08, p. 5). Vous ajoutez que, quand l'ambulance est arrivée, elle a emmené [R.] (voir NEP 21/08, pp. 5-6).

Or, selon les informations à la disposition du Commissariat général, et dont une copie est jointe à votre dossier administratif (voir Farde « Informations sur le pays » : « [R. T. M.], abattu par la police lors d'une manifestation pacifique en RDC », Amnesty International, 16/06/2020 et « Répression en RDC : retour sur la mort tragique de [R. M.] », Jeune Afrique, 28/02/2018), c'est au moment où [R.] tentait de faire entrer les manifestants dans l'enceinte de la paroisse pour les mettre à l'abri qu'il a été abattu. Ensuite, il été emmené dans l'église. Les personnes présentes, dont son frère et le prêtre de la paroisse, ont alors réfléchi à la manière de le conduire en toute sécurité à l'hôpital le plus proche. Finalement, ils ont improvisé une civière et ont décidé de partir à pieds. En chemin, ils ont supplié le propriétaire d'une voiture qui passait par là, qui a accepté de les conduire à l'hôpital.

Force est donc de constater que, non seulement vos déclarations à propos du décès de [R. M.] entrent en contradictions avec les informations objectives à la disposition du Commissariat général, mais encore qu'elles sont inconstantes.

Or, le Commissariat général ne peut s'expliquer de tels revirements dans vos déclarations successives au sujet d'un élément fondamental de votre récit, puisque vous dites que c'est pour avoir témoigné de l'assassinat de [R. M.] que vous avez été recherché dans votre pays.

Par conséquent, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que vous ayez assisté à l'assassinat de [R. M.] le 25 février 2018 et témoigné de ce fait. Partant, il remet en cause vos déclarations selon lesquelles vous auriez été recherché début 2018, fin 2019 et début 2020 à Kinshasa pour avoir témoigné de l'assassinat de [R. M.] par le major [C. L.]. Ce constat continue de porter atteinte à la crédibilité de l'ensemble de vos déclarations devant le Commissariat général.

Troisièmement, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que vous pourriez être ciblé par vos autorités nationales en raison de votre militantisme.

Ainsi, vous prétendez avoir été informateur pour le MIRGEC en RDC : à Lufu, vous avez pris contact avec [A.], [B.] et [E.] et leur avez communiqué des informations (voir NEP 10/08, p. 16 ; NEP 21/09, pp. 3-4, 8-10).

D'emblée, le Commissariat général constate que vos déclarations à ce sujet sont peu spontanées. En effet, invité à présenter de manière exhaustive toutes les activités que vous auriez eues pour le MIRGEC, vous déclarez succinctement que c'était de partager des informations et d'envoyer des tracts. Après pas moins de trois relances, vous ajoutez que les membres de la diaspora vous demandaient comment les choses évoluaient au pays et que vous expliquiez que Kabila continuait à tuer. Pour illustrer les informations que vous communiquiez, vous dites que c'est vous qui les avez informé de l'opération LIKOFI et que Kabila était un rwandais (voir NEP 21/09, pp. 9-10).

Mais encore, le Commissariat général constate que les informations que vous auriez transmises au MIRGEC sont loin de pouvoir être considérées comme des informations sensibles. En ce qui concerne Kabila, le fait qu'il soit soupçonné d'être rwandais est de notoriété publique. Concernant l'opération LIKOFI, selon les informations à la disposition du Commissariat général - et dont une copie est jointe à votre dossier administratif (voir Farde « Informations sur le pays » : « RD Congo : Une opération policière a conduit à la mort de 51 jeunes hommes et garçons », Human Rights Watch, 17/11/2014), elle a eu lieu de novembre 2013 à février 2014 et faisait déjà l'objet d'un rapport de l'organisation non-gouvernementale Human Rights Watch le 17 novembre 2014. Ainsi, en août 2018, les informations concernant l'opération LIKOFI étaient accessibles à tous. Le Commissariat général ne comprend donc pas de quelle façon vous auriez pu apprendre quoi que ce soit à la diaspora congolaise sur ces deux sujets. Dans la mesure où ces deux exemples sont les seuls que vous avez communiqué au Commissariat général pour attester du fait que vous transmettiez des informations au MIRGEC, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que vous ayez été informateur pour ce mouvement (voir NEP 10/08, pp. 6-7).

De plus, vous dites que, le 15 août 2018, vous avez distribué des tracts du MIRGEC à Kinshasa (voir NEP 10/08, pp. 16-17 ; voir NEP 21/09, pp. 8-10). À cet égard, le Commissariat général constate que cela ne s'est produit qu'une seule fois, à savoir le 15 août 2018, jour où vous prétendez avoir été arrêté et détenu. Dans la mesure où cette arrestation et la détention d'environ deux semaines qui s'en serait suivie ont été remises en cause supra, il constate que, suite à cette activité, vous n'avez pas été identifié par les autorités et n'avez connu aucun problème pour cette raison dans votre pays (voir NEP 10/08, pp. 17, 23).

Par ailleurs, depuis que vous êtes en Belgique, vous n'avez eu aucune activité pour le MIRGEC (voir NEP 10/08, p. 10).

Vous prétendez également que, en 2018, avant votre départ pour le Congo-Brazzaville en septembre 2018 (voir NEP 10/08, p. 12), vous avez pris part à des meetings et des réunions organisées par la plateforme Lamuka (voir NEP 10/08, pp. 6-9). Cependant, le Commissariat général dispose d'informations objectives, dont une copie est jointe à votre dossier administratif (voir Farde « Informations sur le pays » : COI Focus, République Démocratique du Congo, « Situation politique à Kinshasa », 21/12/20, p. 12), qui lui permettent de remettre en question votre participation à ces activités. En effet, la coalition Lamuka est née suite à la rencontre des sept principaux leaders de l'opposition congolaise le **9 novembre 2018**.

Or, vous avez affirmé avoir quitté la RDC pour le Congo-Brazzaville en **septembre 2018**. Vous êtes ensuite resté au Congo-Brazzaville jusqu'au 10 octobre 2018, date à laquelle vous avez pris l'avion pour le Maroc. Vous y restez jusqu'au 24 avril 2019, date à laquelle vous arrivez en Espagne. C'est seulement le 16 novembre 2019 que vous prenez l'avion pour rentrer à Kinshasa (voir NEP 10/08, pp. 11-13). Puisque vous n'étiez déjà plus présent en RDC lorsque la coalition Lamuka s'est constituée, il n'est donc pas crédible que vous ayez pris part à des meetings et réunions organisées par ce mouvement en 2018.

Mais encore, le Commissariat général constate que les informations que vous donnez à propos de la plateforme Lamuka sont erronées. Ainsi, vous dites qu'elle était notamment composée des partis ECIDE, MLC et UDPS (voir NEP 10/08, p. 6).

Or, selon les informations objectives à la disposition du Commissariat général, et dont une copie est jointe à votre dossier administratif (voir Farde « Informations sur le pays » : COI Focus, République Démocratique du Congo, « Situation politique à Kinshasa », 21/12/20, pp. 12-13), le 11 novembre 2018, Martin Fayulu est désigné candidat commun de l'opposition à l'élection présidentielle du 23 décembre 2018 et porte-parole de Lamuka. Cependant, dès le lendemain, le 12 novembre, Félix Tshisekedi (UDPS) et Vital Kamerhe (UNC) annoncent le retrait de leur signature de l'accord de coalition conclu

avec les cinq autres. A l'issue d'une rencontre organisée le 23 novembre 2018, ils créent une nouvelle coalition politique dénommée Cap pour le changement (CACH). Par conséquent, contrairement à ce que vous avez affirmé, l'UDPS ne faisait pas partie des meetings qui ont été organisés par Lamuka suite à la création de la coalition.

Vous dites également que vous avez eus des activités pour l'église Saint-Benoit. À ce sujet, le Commissariat général remarque qu'il s'agissait de déambuler dans les rues de votre quartier, muni d'un mégaphone, dans le but d'inciter les habitants du quartier à venir se faire soigner au centre médical de l'église ou d'inciter les jeunes mamans à vacciner leur bébé, soit des messages qui ne sont pas de nature à attirer l'attention des autorités (voir NEP 10/08, p. 9). Par ailleurs, vous dites avoir distribué des tracts « anti-Kabila » et avoir été convoqué au bureau de police de votre quartier pour ce motif. Cependant, force est de constater que vous avez été libéré suite à vos justifications et n'avez pas connu d'autres problèmes en raison des activités menées pour votre église par la suite (voir NEP 10/08, pp. 9, 23).

Vous dites enfin que vous avez participé au mouvement « Parlementaires debout ». A cet égard, le Commissariat général constate que c'est seulement en 2018 que vous avez commencé à prendre part à des réunions organisées par ce mouvement, et ce en tant que simple sympathisant. En effet, vous vous rendiez à Limete pour discuter de politique et n'exerciez aucune fonction particulière. Suite à ces réunions, vous n'avez connus aucun problème dans votre pays (voir NEP 10/08 ; pp. 6-7, 23).

Or, les informations à la disposition du Commissariat général (voir Farde « Informations sur le pays » : COI Focus, République Démocratique du Congo, « Situation politique à Kinshasa », 21/12/20) montrent que la plupart des manifestations à caractère politique organisées à Kinshasa, non seulement par l'opposition (principalement incarnée par Lamuka et les mouvements citoyens) mais également par les acteurs de la coalition au pouvoir, le FCC et le CACH se sont bien déroulées dans la capitale congolaise. Si des gaz lacrymogènes ont à l'occasion été utilisés par les forces de l'ordre pour disperser certains rassemblements et si de brèves détentions ont pu être constatées, ces manifestations et ces heurts se sont limités à des moments ponctuels et dans des contextes précis (journée de commémoration, appel à la mobilisation générale lié à un événement politique, etc). Aussi, pour ce qui est de la situation sécuritaire générale à Kinshasa, les sources ne mentionnent pas de violences significatives et la situation est restée globalement stable. **Il ne ressort dès lors pas de ces mêmes informations que la situation générale qui prévaut actuellement à Kinshasa serait de nature à exposer toute personne à une persécution systématique du seul fait d'être membre ou sympathisant d'un parti politique ou d'un mouvement citoyen.**

Par conséquent, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que vous pourriez être ciblé par vos autorités nationales en raison de votre militantisme. Dans la mesure où les problèmes que vous dites avoir connus dans votre pays ont été remis en question supra, le Commissariat général ne s'explique donc pas pour quelle raison vos autorités chercheraient à s'en prendre à vous en cas de retour dans votre pays. Ce constat continue d'entamer crédibilité de l'ensemble de vos déclarations devant le Commissariat général.

Quatrièmement, vous avez adopté des comportements que le Commissariat général estime incompatibles avec l'attitude attendue d'une personne qui craint pour sa vie et cherche activement à être protégée.

Tout d'abord, le Commissariat général constate que, alors que vous dites avoir quitté la RDC en septembre 2018 car vous nourrissiez des craintes à l'égard de votre pays (voir NEP 10/08, pp. 11, 14), vous n'avez pas introduit de demande de protection internationale lorsque vous êtes arrivé en Espagne (voir NEP 10/08, pp. 12-13, 20-21).

Ensuite, alors que vous vous trouviez en Europe depuis le 24 avril 2019, vous êtes retourné à Kinshasa en novembre 2019 de votre propre initiative (voir NEP 10/08, pp. 11-13, 20-21).

De plus, vous avez introduit votre demande de protection internationale presque deux mois après votre arrivée en Belgique. Pour expliquer ce délai, vous dites que vous êtes resté à la gare du Nord pendant cette période et que vous avez attendu d'entendre des gens parler le lingala pour leur expliquer votre situation (voir NEP 10/08, p. 13 ; voir NEP 21/09, p. 17).

Or, le Commissariat général ne peut s'expliquer pourquoi vous n'avez pas essayé, au cours de ces deux mois, de vous adresser aux autorités belges, c'est-à-dire de chercher activement à être protégé et régularisé.

Pour toutes ces raisons, le Commissariat général estime que vous avez adopté des comportements incompatibles avec l'attitude attendue d'une personne qui craint pour sa vie en cas de retour dans son pays et cherche activement à être protégée. Ce constat achève la crédibilité de vos déclarations devant le Commissariat général.

Ainsi, l'ensemble des considérations précédentes permet au Commissariat général de conclure que vous n'avez pas connu les problèmes que vous invoquez à la base de votre demande de protection internationale. Dans la mesure où les faits à l'origine de votre fuite du pays – les recherches par vos autorités nationales et votre arrestation et détention – ne sont pas convaincants, le Commissariat général reste dans l'ignorance des raisons qui vous ont poussé à quitter votre pays. Partant, vous n'êtes pas parvenu à démontrer une crainte fondée de persécution en cas de retour en RDC.

Dernièrement, les documents que vous déposez en copie pour appuyer votre dossier ne permettent pas de renverser le sens de la présente décision.

Vous déposez votre attestation de résidence (voir Farde « Documents », pièce 1), soit un élément de preuve de votre résidence actuelle, fait qui n'est nullement remis en cause par la présente décision.

Vous déposez votre carte d'électeur (voir Farde « Documents », pièce 2), soit un début d'élément de preuve de votre identité et de votre nationalité, fait qui n'est aucunement remis en question par la présente décision.

Vous déposez une carte de membre du MIRGEC (voir Farde « Documents », pièce 3) pour attester du fait que vous êtes actuellement membre du MIRGEC, fait qui n'est nullement remis en cause par la présente décision.

Vous déposez un avis de recherche à votre nom (voir Farde « Documents », pièce 4), pour attester des recherches dont vous dites avoir fait l'objet dans votre pays. Remarquons au préalable ce document est une copie qui ne revêt donc pas la fiabilité d'un document original. Ensuite, ce document est parsemé de fautes d'orthographe, ce qui en diminue encore la force probante. De plus, la référence de ce document au code pénal congolais est bien trop vague : il ne mentionne que le livre et le titre, sans mentionner ni la section ni l'article du code. Le fait que le motif de l'avis de recherche ne soit pas clairement défini diminue d'autant plus la force probante de ce document. Mais encore, il s'agit d'un document qui, de par sa nature, est interne aux autorités. Le Commissariat général ne voit dès lors pas pour quelle raison les autorités en donneraient l'original à votre père. Questionné à ce sujet, vous n'apportez aucune réponse probante (voir NEP 10/08, pp. 21-22). Mais encore, les informations objectives à disposition du Commissariat général, et dont une copie est jointe à votre dossier administratif (voir Farde « Informations des pays » : COI Focus, République Démocratique du Congo : « Informations sur la corruption », 24/01/2019) indiquent qu'il est aisé d'obtenir tout type de document au Congo moyennant de l'argent.

Vous déposez une convocation à vous présenter devant le Commissariat général de la police nationale (voir Farde « Documents », pièce 5) pour attester des recherches dont vous dites avoir fait l'objet dans votre pays. Remarquons au préalable ce document est une copie qui ne revêt donc pas la fiabilité d'un document original. Ensuite, il est indiqué sur la convocation que vous devez vous présenter afin d'être entendu « au sujet des faits dont il lui sera donné connaissance ». Ainsi, aucune mention n'est faite en ce qui concerne la nature exacte de ces faits qui vous sont récriminés, de sorte qu'aucun lien, clair et direct, ne peut être établi entre ces documents et les problèmes que vous invoquez à la base de votre demande de protection internationale (voir NEP 10/08, p. 14). De plus, alors que vous prétendez avoir été convoqué à plusieurs reprises (voir NEP 10/08, p. 21), vous ne déposez qu'une seule convocation devant le Commissariat général. Mais encore, le Commissariat général ne s'explique pas pourquoi, si vous étiez en fuite et recherché par vos autorités nationales, vous seriez convoqué à vous présenter devant ces dernières, ce qui diminue d'autant plus la force probante de ce document. De surcroît, les informations objectives à disposition du Commissariat général, et dont une copie est jointe à votre dossier administratif (voir Farde « Informations des pays » : COI Focus, République Démocratique du Congo : « Informations sur la corruption », 24/01/2019) indiquent qu'il est aisé d'obtenir tout type de document au Congo moyennant de l'argent.

Vous déposez devant le Commissariat général un témoignage rédigé par [B. W. Y.], ainsi qu'une copie de son passeport et de son titre de séjour, et une attestation rédigée par [W. E. A.] (voir Farde « Documents », pièces 6 et 7) pour attester du fait que vous étiez en contact la diaspora congolaise dans votre pays, fait qui n'est aucunement remis en question par la présente décision. Cela étant dit, remarquons que le contenu de ces documents contredit vos propres déclarations : selon ces lettres, vous avez participé à « beaucoup de manifestations sur le terrain à Kinshasa » et vous étiez un « membre du MIRGEC très actif sur le terrain en RDC ».

Or, vous l'avez dit vous-même, vous n'avez pris part qu'à une seule activité de terrain : vous avez distribué des tracts le 15 août 2018 à Kinshasa (voir NEP 10/08, pp. 16-17 ; voir NEP 21/09, pp. 8-10). Par ailleurs, le témoignage de [B. W. Y.] confirme vos déclarations à propos de l'opération LIKOFI, déclarations qui ont été jugées non crédibles par le Commissariat général. Par conséquent, ce dernier ne peut écarter la possibilité que ces documents aient été rédigés par pure complaisance et qu'ils ne relatent pas des événements qui se sont réellement produits.

Vous déposez deux tracts du MIRGEC (voir Farde « Documents », pièce 8) pour attester du fait que vous avez distribué une fois des tracts pour le MIRGEC, fait qui n'est nullement remis en question par la présente décision.

Vous avez ajouté des commentaires aux notes de votre premier entretien personnel par le biais de votre avocate (voir dossier administratif, e-mail du 25 août 2020). A l'analyse de vos remarques, le Commissariat général constate qu'elles rectifient certains éléments mentionnés devant le Commissariat général, à savoir des éléments qui ne portent aucunement sur des éléments essentiels sur lesquels se base la présente décision, comme votre profession (voir NEP 10/08, p. 5), les personnes avec qui vous êtes en contact en RDC (voir NEP 10/08, p. 10), le nom de la commune où se situe l'église Saint-Laurent (voir NEP 10/08, p. 15), la durée de votre séjour à Lufu (voir NEP 10/08, p. 17), le mois de décès de votre père (voir NEP 10/08, p. 20) et le nom de la personne qui vous a mis en contact avec le MIRGEC en Belgique (voir NEP 10/08, p. 21), mais aussi des éléments qui ont été remis en question par le Commissariat général, concernant votre profil politique (voir NEP 10/08, pp. 8-9), la façon dont vous avez été libéré de détention (voir NEP 10/08, p. 18) et le lieu où vous vous êtes réfugié suite à votre détention (voir NEP 10/08, p. 20). Par conséquent, ces éléments ne sont pas de nature à réviser le sens de la présente décision.

Vous n'avez invoqué aucune autre crainte à l'appui de votre demande de protection internationale (voir NEP 10/08, p. 14 ; voir NEP 21/09, p. 17).

En conclusion, dans de telles conditions, il n'est pas permis d'accorder foi à vos déclarations et partant, à l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. De l'ensemble de ce qui a été relevé supra, rien ne permet de conclure non plus, à un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans la définition de la protection subsidiaire (art. 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre).

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1 Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer ou – si par exemple, il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut pas confirmer ou réformer la décision confirmée sans devoir ordonner des mesures d'instruction complémentaires à cette fin –

l'annuler » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

2.2 Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et *ex nunc* tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

2.3 Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

3. Les nouveaux documents

3.1 En annexe de la requête, le requérant produit des documents qu'il inventorie comme suit :

« 3. *Attestation de suivi psychothérapeutique*

4. *Attestation de M. [B.]*

5. *Attestation de M [A.]*

6. *Amnesty international, « République démocratique du Congo. Sans suite ! Pas de justice pour les victimes de la répression brutale de 2015-2018 », 16 juin 2020 (extrait)*

7. *Agence Congolaise de Presse (ACPcongo), « Identification des prévenus à la Cour militaire de Matete dans l'affaire [R. M.] », 8 juin 2021*

8. *RFI, « RDC : deux morts dans la répression des marches organisées par le CLC », 25.02.2018*

9. *Radio Okapi, « RDC: le ministre de l'Intérieur annonce l'opération «Likofi +» », 25 février 2014*

10. *HRW, « En attente de justice pour les opérations de police meurtrières en RD Congo », 16 novembre 2020*

11. *HRW, « RD Congo : La police a tué, « fait disparaître » 34 jeunes », 21 février 2019*

12. *BBC, « La police congolaise accusée d'exécution sommaire », 22 février 2019*

13. *La Croix, « [R. M. T.], un catholique engagé tué lors d'une marche en RD-Congo », 27 février 2018*

14. *HRW, « RD Congo : Restriction croissante des droits. La répression touche les médias, les détracteurs et les manifestants », 22 juillet 2020*

15. *HRW, « RD Congo : La répression s'intensifie. Escalade contre les médias, les détracteurs et les manifestants », 28 janvier 2021 » (requête, p. 39).*

3.2 Par le biais d'une note complémentaire déposée à l'audience du 18 novembre 2021, le requérant dépose également plusieurs documents, à savoir :

« - des captures d'écran d'une conversation whatsapp entre le requérant et M. [B. L.], du Mirgec, enregistré sous le nom [W.] dans les contacts du requérant [...];

- une capture d'écran du numéro du contact « [W.] » du requérant [...];

- une attestation par laquelle M. [B.] confirme son numéro de téléphone ».

3.3 Le dépôt de ces nouveaux éléments est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil les prend dès lors en considération.

4. La thèse du requérant

4.1 Le requérant invoque, dans un moyen unique, la violation des normes et principes suivants :

« - de l'article 1er, § A, al. 2, de la Convention de Genève du 28.07.1951 relative au statut des réfugiés ;
- de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme ;
- de l'article 2, d), de la directive 2011/95/UE du 13.12.2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection ;
- des articles 48/3, 48/4, 48/6, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;
- de l'obligation pour tout acte administratif de reposer sur des motifs exacts, pertinents et admissibles ;
- des principes généraux de bonne administration, en particulier le devoir de minutie » (requête, pp. 3 et 4).

4.2 En substance, il fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir correctement évalué le bien-fondé de sa demande de protection internationale.

4.3 En conséquence, le requérant demande au Conseil, à titre principal, la réformation de la décision attaquée et la reconnaissance de la qualité de réfugié. A titre subsidiaire, il sollicite du Conseil l'annulation de la décision litigieuse.

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1 L'article 48/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

En vertu de l'article 1^{er}, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 (ci-après dénommée la « Convention de Genève ») (Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 150, n° 2545 (1954)), telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

5.2 En l'espèce, le requérant invoque en substance une crainte d'être persécuté en cas de retour en République Démocratique du Congo (ci-après « RDC ») par ses autorités nationales en raison de son engagement politique pour l'opposition (le requérant est notamment membre du MIRGEC) et également à la suite de son témoignage contre le major L. dans le cadre de l'assassinat de R. M. le 25 février 2018. Il soutient notamment avoir été détenu deux semaines après avoir été arrêté lors d'une distribution de tracts.

5.3 Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse estime en substance que les déclarations du requérant, de même que les documents qu'il verse au dossier à l'appui de sa demande, ne permettent pas d'établir le bien-fondé des craintes qu'il invoque.

5.4 Pour sa part, le Conseil estime, après un examen attentif du dossier administratif et du dossier de la procédure, qu'il ne peut pas se rallier à la motivation de la décision entreprise, motivation qui ne résiste pas à l'analyse. Il estime ne pas pouvoir retenir les arguments de cette motivation qui, soit ne sont pas ou peu pertinents, soit relèvent d'une appréciation subjective de la partie défenderesse, soit reçoivent des explications plausibles à la lecture du dossier administratif et de la requête introductive d'instance.

5.5 Le Conseil relève tout d'abord que plusieurs éléments relatifs au profil « politique » du requérant ne sont pas contestés en l'espèce, à savoir que :

- le requérant est membre du MIRGEC (ce qu'il étaye du reste en versant au dossier administratif sa carte de membre) ;
- il a distribué des tracts pour le compte du MIRGEC en date du 15 août 2018 (la partie défenderesse ne contestant que la réalité des événements ayant suivi cette distribution) ;
- dans le cadre de ses activités pour l'Eglise Saint-Benoit, il a distribué des tracts relatifs à l'opposition au troisième mandat de J. Kabila, ce qui lui a valu d'être convoqué au bureau de police de son quartier et interrogé à cet égard.

Par ailleurs, il ressort des informations produites par les deux parties que les opposants au régime en place en RDC subissent actuellement d'importantes restrictions à leurs droits, et que plusieurs sources concordent pour affirmer qu'ils peuvent faire l'objet d'intimidations et de menaces, de passages à tabac, d'arrestations arbitraires, voire de poursuites judiciaires.

Le Conseil estime pouvoir déduire de ces informations qu'une certaine prudence s'impose dans le cadre de l'analyse des craintes invoquées par un demandeur de protection internationale congolais dont il est par ailleurs admis qu'il a pris part activement à certaines activités à caractère politique, ce qui est le cas en l'espèce.

5.6 En ce qui concerne ensuite les faits allégués par le requérant à la base de sa demande de protection internationale, le Conseil considère tout d'abord qu'il ne peut suivre la motivation de la décision attaquée par laquelle la partie défenderesse remet en cause la présence du requérant lors de l'assassinat de R. M. le 25 février 2018, sur la base du caractère inconstant des propos de ce dernier et du caractère contradictoire de ces mêmes propos avec les informations en possession de la partie défenderesse.

5.6.1 Il ressort en effet des explications données dans le recours ainsi que des documents produits par la partie requérante que la version donnée par le requérant, concernant les circonstances précises dans lesquelles R. M. s'est fait tirer dessus, non seulement n'entre pas en contradiction avec les informations de la partie défenderesse, mais en outre, est corroborée par plusieurs sources d'informations produites par la partie requérante, qui font notamment état des déclarations du frère du défunt.

D'une part, il apparaît que les sources citées par la partie défenderesse ne sont pas catégoriques quant au déroulement précis de cet épisode. En effet, en ce qui concerne l'article du journal Jeune Afrique figurant au dossier administratif, force est de constater qu'il n'indique pas avec précision si R. M. s'est fait tirer dessus au moment où il tentait de faire entrer les manifestants dans l'enceinte de la paroisse ou alors si c'était après avoir mis un cadenas sur le portail. Il est tout de même à noter que l'auteur de cet article souligne que « Des témoins, interrogés par Jeune Afrique, livrent également des versions contradictoires sur l'origine des tirs, l'un affirmant que c'est le supérieur lui-même qui a tiré sur [R. M.], l'autre déclarant que le brigadier a agi sur ordre direct de sa hiérarchie ».

En ce qui concerne l'article du blog d'Amnesty International, s'il est mentionné que « L'un de [ceux] qui était avec lui ce jour-là a déclaré à Amnesty qu'il essayait de faire entrer tout le monde dans l'enceinte de la paroisse lorsqu'il a été abattu », il convient de noter que ce passage renvoie au contenu d'un rapport d'Amnesty International, daté du même jour que l'article précité, qui est annexé à la requête (pièce 6, pp. 40 et s.), et qui reprend, lui, une version exhaustive des dires du témoin cité dans l'article. Or, ce rapport indique clairement, lui, que « Des témoins oculaires ont déclaré à Amnesty International que [R. M.] avait été touché à l'abdomen au moment où il fermait le portail de l'église pour protéger les manifestants qui y avaient trouvé refuge après leur dispersion par la police », ce qui entre en totale adéquation avec les dires du requérant. De plus, si le témoignage auquel il est fait référence dans l'article du blog est bien repris dans ledit rapport, force est de constater qu'il ressort de la lecture du témoignage de F., un ami de R. M., qu'il était lui-même occupé par un jeune homme qui a escaladé le mur de la paroisse du côté où il était et qu'il n'a pas véritablement vu les circonstances précises dans lesquelles R. M. s'est fait tirer dessus.

Enfin, la partie requérante a pu valablement souligner que la version donnée par le requérant, à savoir que R. M. s'est fait tirer dessus alors qu'il tentait de fermer le portail, est corroborée par deux articles de presse annexés à la requête, dont l'un relate les dires du frère du défunt.

Partant, le Conseil estime que les déclarations du requérant ne peuvent être valablement remises en cause par les informations produites par la partie défenderesse, et qu'elles apparaissent plutôt en adéquation avec plusieurs autres sources concordantes.

5.6.2 En ce qui concerne ensuite les déclarations du requérant quant au fait que R. a été transporté en ambulance, le Conseil estime pouvoir rejoindre l'argumentation de la requête qui dissocie les suppositions du requérant de l'événement en lui-même qui s'est passé en son absence. D'autres témoins, dont les témoignages figurent ou sont repris sommairement dans les documents figurant au dossier administratif ou en annexe de la requête, font également état, avant que R. M. ne soit transporté au sein de la paroisse, de la nécessité de trouver un véhicule pour le secourir.

5.6.3 En outre, force est de constater, à la suite de la partie requérante dans son recours, que le requérant a pu apporter de nombreux éléments de fait quant au déroulement précis de la survenance du décès de R. M., qui entrent largement en adéquation avec le contenu des rapports et articles annexés à la requête (implication du major C., moment du décès de R. M., funérailles...). Le Conseil, à la lecture des notes de l'entretien personnel du requérant, estime que ses déclarations à cet égard sont constantes, consistantes et reflètent un sentiment de vécu réel. Le Conseil note en outre que la qualité de « militant » catholique de l'Eglise Saint-Benoît du requérant n'est pas remise en cause.

5.6.4 Enfin, le Conseil relève également, à la lecture des déclarations du requérant, qu'il a été précis et consistant quant aux circonstances dans lesquelles il a donné son témoignage filmé auprès du général K., quant au contenu de ce témoignage ainsi que quant à la visite d'un soldat en tenue civile trois jours après pour lui faire part des projets du général K. de le faire taire, ce qui a entraîné sa fuite (notes de l'entretien personnel du 10 août 2020, p. 16 ; notes de l'entretien personnel du 21 septembre 2020, pp. 3 et s.).

5.6.5 En définitive, le Conseil estime que le requérant établit qu'il était présent lors de l'assassinat de R. M., qu'il a témoigné en cette occasion quant aux circonstances du décès de cet individu, que ce témoignage entre en contradiction avec la version présentée officiellement par les autorités congolaises (telle qu'elle ressort des nombreux documents versés au dossier par les deux parties) et qu'il est de ce fait recherché par lesdites autorités, raisons pour lesquelles il a décidé de fuir son domicile quelques jours après lesdits faits.

5.7 En ce qui concerne ensuite la distribution de tracts en août 2018 pour le compte du MIRGEC, il convient tout d'abord de rappeler que la distribution en elle-même n'est pas remise en cause par la partie défenderesse, qui conteste davantage la réalité de la détention qui s'en est suivie. Le Conseil estime pour sa part, après lecture des déclarations du requérant, qu'il n'y a pas davantage lieu de remettre en cause cette distribution de tracts par le requérant.

En outre, le Conseil estime pouvoir rejoindre l'argumentation de la partie requérante qui met en avant le caractère circonstancié des dires du requérant quant à cet épisode et qui fait, à bon droit, grief à la partie défenderesse d'avoir minimisé la consistance des propos du requérant. En effet, à la lecture des notes des entretiens personnels du requérant, il convient de souligner le sentiment de réel vécu qui transparaît de ses déclarations relatives non seulement au déroulement de son arrestation en compagnie de trois autres militants (évoquant notamment l'arrivée des soldats et les coups reçus en cette occasion), mais également quant au déroulement de sa détention de deux semaines, qu'il a abordée avec consistance tant lors de son récit libre très fourni, que lors des questions d'approfondissement qui lui ont été posées à cet égard. Sur ce point, si la partie défenderesse estime que le requérant a tenu des propos peu consistants et peu spontanés, le Conseil relève pour sa part que le requérant a, au contraire, pu apporter de nombreux éléments relatifs à son vécu carcéral, à ses conditions de détention, à ses codétenus, à l'assassinat de ses trois collègues et aux circonstances de son évasion.

Le Conseil considère également que le caractère inconstant des dires du requérant au sujet de ses codétenus, tel qu'il est mis en avant dans la décision attaquée, ne se vérifie pas à la lecture des déclarations du requérant, qui a détaillé les échanges réalisés avec ses codétenus et a expliqué que parfois, personne ne bavardait en raison des conditions de leur enfermement.

De plus, le Conseil estime encore, à la suite de la partie requérante, qu'il y a lieu d'apprécier avec circonspection le motif relatif au profil Facebook du frère du requérant, d'autant plus au vu du caractère

par ailleurs fort circonstancié des dires du requérant et au vu du fait qu'il a en définitive assez peu été interrogé sur ce point précis.

Partant, le requérant établit qu'à la suite d'une distribution de tracts pour le compte du MIRGEC, il a été arrêté en compagnie d'autres militants et détenu pendant deux semaines.

5.8 En définitive, le Conseil tient pour établi que le requérant a été interpellé ou arrêté à plusieurs reprises dans le cadre d'activités militantes pour l'opposition, qu'il a notamment produit un témoignage contraire à la version officielle à l'occasion de l'assassinat de R. M. et qu'il a été détenu deux semaines, durant lesquelles il a été maltraité, après avoir été arrêté à l'occasion d'une distribution de tracts du MIRGEC, de sorte qu'il peut être conclu qu'il a été persécuté par ses autorités nationales en raison de ses activités politiques et qu'il est actuellement recherché de ce fait.

5.9 Les autres motifs mis en avant dans la décision attaquée ne permettent par ailleurs pas de remettre en cause cette conclusion.

En effet, ni le fait que le requérant n'ait pas transmis d'informations sensibles aux membres du MIRGEC – ce qui est à nuancer largement au vu des développements de la requête et qui ne permet en tout état de cause pas de remettre en cause les liens étroits entretenus par le requérant avec certains membres importants de ce mouvement, comme il ressort de très nombreux documents produits au dossier administratif ou en annexe de la requête et de la dernière note complémentaire de la partie requérante -, ni le fait qu'il n'ait pas introduit de demande de protection internationale durant son séjour en Espagne – comportement à propos duquel le requérant a été peu interrogé et vis-à-vis duquel des explications plausibles sont avancées dans la requête -, ni le fait qu'il soit retourné en RDC en décembre 2019 – comportement qui apparaît tout à fait justifié dans le chef du requérant au vu des éléments familiaux et de la situation politique nouvelle avancés dans la requête -, ni la tardivité alléguée de l'introduction de la présente demande de protection internationale – alors que le requérant est arrivé en Belgique dans des circonstances tout à fait particulières, quelques jours après le premier confinement décrété en Belgique dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, marqué notamment par la fermeture des services du Petit Château pendant plus de deux semaines -, ne sont de nature à pouvoir entamer le caractère fondé des craintes invoquées par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale.

5.10 Par ailleurs, le Conseil estime en l'espèce qu'il peut être fait application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, qui énonce que « le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté par le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ». En l'espèce, au vu des informations les plus récentes en sa possession au moment où il statue et au vu des circonstances spécifiques de la présente affaire, le Conseil estime que la partie défenderesse ne démontre pas qu'il existe de bonnes raisons de penser que les persécutions dont le requérant a fait l'objet ne se reproduiront plus.

5.11 Il ressort en outre des déclarations du requérant que les menaces qu'il fuit trouvent leur origine dans l'expression de ses opinions politiques. Sa crainte s'analyse donc comme une crainte d'être persécuté par ses autorités nationales du fait de ses opinions politiques au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève et de l'article 48/3 § 4 e) de la loi du 15 décembre 1980.

5.12 En conséquence, le requérant établit qu'il a quitté son pays d'origine et qu'il en reste éloigné par crainte d'être persécuté au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève.

5.13 Enfin, le Conseil n'aperçoit, au vu du dossier, aucune raison sérieuse de penser que le requérant se serait rendu coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1^{er}, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

5.14 Le moyen est, par conséquent, fondé en ce qu'il allègue une violation de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Il n'y a, en conséquence, pas lieu d'examiner les autres critiques du requérant et les autres motifs de la décision querellée qui ne pourraient conduire à une décision qui lui serait plus favorable.

5.15 En conséquence, il y a lieu de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant la qualité de réfugié.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq mai deux mille vingt-deux par :

M. F. VAN ROOTEN,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme G. MARCHAND,	greffière assumée.

La greffière,	Le président,
---------------	---------------

G. MARCHAND

F. VAN ROOTEN